

**Baromètre d'activité du commerce de gros :
Un début d'année 2026 marqué par un essoufflement de la croissance**

Paris, le 26 mai 2026 – L'activité du commerce de gros connaît une hausse modérée au premier trimestre 2026, selon les résultats du dernier baromètre d'activité publié ce jour par la CGF et réalisé par Xerfi. Avec un chiffre d'affaires limité à +1 % par rapport au premier trimestre 2025, la croissance reste contenue en glissement annuel pour atteindre +1,3 % à l'issue de l'hiver. Dans ce contexte en demi-teinte, les professionnels se montrent pessimistes pour l'activité à venir avec notamment des intentions d'embauche en baisse de 10 points.

Contexte économique national :

La stagnation de l'économie française se confirme au premier trimestre 2026 (+0,0 %, après +0,2 % au trimestre précédent d'après l'INSEE), notamment due au fait que la contribution du commerce extérieur redevient négative, principalement en raison du recul des exportations. Dans un contexte d'incertitude persistante et de tensions sur le pouvoir d'achat, la consommation des ménages recule légèrement (-0,1 %), les comportements d'épargne de précaution restant très élevés.

Les chiffres du commerce de gros :

L'activité du commerce de gros progresse modérément au premier trimestre 2026, avec une hausse du chiffre d'affaires limitée à +1% par rapport au premier trimestre 2025. En glissement annuel, la croissance s'accélère légèrement mais reste contenue, s'établissant à +1,3% à l'issue de l'hiver.

Les évolutions restent très contrastées selon les secteurs* :

- La dynamique positive du secteur de la santé demeure pérenne avec une croissance de +4,5 %, malgré un léger ralentissement après une fin d'année 2025 particulièrement dynamique ;
- Les produits agricoles et alimentaires enregistrent un net redressement avec une progression de +3,5 %, après un second semestre 2025 plus morose ;
- Les pièces détachées automobile poursuivent leur faible croissance avec une hausse limitée à +0,6 % ;
- Les produits manufacturés restent à la baisse, avec un recul de -1 %, dans un contexte de consommation toujours dégradé.
- Enfin, la situation se dégrade à nouveau dans le bâtiment** dont le chiffre d'affaires recule de -2 %, après une quasi-stabilisation observée en fin d'année 2025.

Pour Stéphane Antigio, Président de la CGF :

« Après plusieurs trimestres d'amélioration progressive, le commerce de gros montre des signes d'essoufflement dans un contexte économique toujours très incertain. Certains secteurs, comme la santé ou l'agroalimentaire, restent dynamiques, mais d'autres continuent de subir les effets d'une consommation affaiblie et du manque de visibilité économique. Plus que jamais, les entreprises du commerce de gros ont besoin de stabilité, de visibilité et d'un environnement favorable à l'investissement pour préserver leur compétitivité et soutenir durablement l'économie française. »

Des perspectives d'activité plus dégradées

Dans ce contexte peu porteur et marqué par de fortes incertitudes nationales et internationales, les anticipations d'activité se détériorent nettement pour le commerce de gros dans son ensemble.

Ainsi, 33 % des entreprises anticipent une baisse de leur activité dans les prochains mois, et ne sont que 13 % à prévoir une hausse de leur activité, soit 20 points d'écart, un record depuis trois ans. Les perspectives apparaissent particulièrement dégradées dans le bâtiment** ainsi que dans les pièces détachées automobile, tandis que les professionnels des produits manufacturés demeurent prudents. À l'inverse, les entreprises des produits agricoles et alimentaires continuent de se distinguer par des anticipations plus favorables.

La crise au Moyen-Orient a également des répercussions : au 1er trimestre 2026, 67% des interrogés subissent une hausse du poids des coûts logistiques (transport et stockage) dans l'ensemble des charges d'exploitation, soit 28 points de plus qu'au quatrième trimestre 2025.

La situation financière des professionnels du commerce de gros s'est sensiblement dégradée au 1er trimestre. Ainsi 40% d'entre eux déclarent une situation de trésorerie dégradée, soit 11 points de plus qu'au quatrième trimestre 2025. Seuls 3% déclarent une amélioration en la matière au 1er trimestre 2026.

Des intentions d'embauche en recul et des tensions persistantes sur les coûts

Dans ce climat toujours marqué par la prudence, les intentions d'embauche reculent nettement : seules 14 % des entreprises interrogées prévoient de renforcer leurs effectifs dans les prochains mois, soit une baisse de 10 points par rapport au trimestre précédent.

Pour autant, les difficultés de recrutement restent toujours importantes dans l'ensemble des secteurs du commerce de gros : 1 entreprise sur 2 a rencontré des difficultés durant ses processus d'embauche au premier trimestre 2026.

Enfin, les anticipations de hausse des tarifs fournisseurs demeurent particulièrement élevées : 62 % des entreprises prévoient une augmentation des prix dans les prochains mois, niveau jamais atteint ces dernières années concernant les anticipations d'activité pour un deuxième trimestre à l'issue du premier trimestre.

>>> [Baromètre intégral disponible sur le site de la CGF](#) <<<

**Sauf contre-indication, les évolutions correspondent à l'activité du trimestre par rapport au même trimestre de l'année précédente (en %).*

*** Hors électricité*

À propos de la Confédération des Grossistes de France (CGF)

À travers l'union de 30 fédérations, la CGF, Confédération des Grossistes de France (CGF), est l'organisation professionnelle représentative de l'ensemble du commerce de gros : le secteur représente 160 000 entreprises partout en France (dont 20 000 grands groupes, ETI et PME) qui emploient près d'un million de salariés. <https://www.caf-grossistes.fr/>